

Célébration de l'an 2000

Didier Spire

Didier Spire

Rédacteur en chef

Je voudrais, chers lecteurs, en guise de bons vœux de la rédaction pour ce nouvel an exceptionnel, consacrer cet éditorial à une réflexion sur le sens de nos actions.

Je vous souhaite à tous de découvrir et d'offrir aux autres un morceau de bonheur. « Aita pea pea » dit le proverbe tahitien. « Seul le bonheur est important. » Mais pour y accéder une triple démarche est nécessaire : regarder, affronter, surmonter.

Regarder, c'est acquérir la hauteur de vue indispensable pour ne pas se laisser aveugler par l'immédiat, le fragmentaire. C'est prendre le temps de critiquer, d'admirer, de faire des choix, bref d'être passionné. Je vous souhaite donc d'abord la passion.

Il faut ensuite la capacité d'adopter une stratégie pour l'affrontement inévitable des idées. Je vous souhaite alors pour cela à la fois la rigueur et la sensibilité, ces deux vertus sans lesquelles on n'atteindra jamais le bonheur souhaité.

Mais cette marche au bonheur a besoin pour progresser de s'appuyer sur quelques principes fondamentaux. Les maître-mots sont libertés et démocratie, justice et équité, droit à la culture.

Libertés et démocratie

Certes, les libertés fondamentales ont progressé au cours du XX^e siècle, mais elles restent cependant fragiles partout où elles se heurtent à la misère, à l'exclusion, aux inégalités.

Il est une liberté sur laquelle je veux insister ici, parce qu'elle est au centre de la réflexion sur les activités de développement et particulièrement du développement rural. C'est la liberté de participation. On ne peut comprendre les débats en cours dans notre monde contemporain sans les analyser sous l'angle de l'importance qu'ils accordent à cette participation.

C'est une liberté élémentaire, qui permet à tout citoyen de décider des valeurs et des priorités, de participer aux processus techniques, sociaux, politiques réglant notre vie quotidienne.

Cette possibilité effective de dialoguer représente l'une des responsabilités sociales fondamentales sans laquelle on ne peut affronter les dilemmes sociaux d'aujourd'hui et de demain, ni les trancher durablement.

C'est cette même idée de participation qui rend impossible tout développement durable de la démocratie (dans un sens qui dépasse de loin le seul champs des politiques pour prendre en compte aussi les domaines économiques, sociaux, culturels), s'il n'obéit qu'à un simple mimétisme, s'il n'intègre pas l'histoire, les mythes, les traditions, les valeurs de chaque peuple. Les principes de la démocratie, comme des libertés sont universels, mais les mécanismes commandant leur accès appartiennent à chaque population. Rien n'est plus dangereux qu'un dogme officiel ou l'affirmation d'une vérité péremptoire, ressentie comme venant de l'extérieur et non adaptée au contexte local.

D. Spire :

Justice et équité

En dépit des obstacles auxquels se sont confrontés les divers projets du XX^e siècle, les idéaux de justice sociale persistent. La réflexion s'est même affinée, ne se contentant plus des seuls droits politiques et civils, mais incluant sur le même plan les droits économiques et sociaux tels que le droit au travail, à la santé, à l'éducation, au logement. Mais de la réflexion à l'action...

Aujourd'hui, le droit le plus fondamental, le droit à la vie dont découlent tous les autres est menacé et bafoué en permanence pour des millions d'êtres humains dans le monde. La justice et l'équité passent donc par le devoir de promouvoir le développement de ces populations.

On observe de nos jours, dans la recherche de la justice sociale, un conflit entre la volonté de rigueur économique qui cherche à limiter les dépenses publiques et l'engagement d'une société et sa responsabilisation sociale en faveur de l'équité.

Certes, l'inégalité économique et sociale peut se justifier momentanément pour des raisons d'efficacité dans la production de richesses, mais elle n'est alors légitime que si elle améliore les positions des défavorisés. Ce qu'il s'agit de distribuer surtout de façon équitable, c'est ce que Amartya Sen appelle des « capacités », c'est-à-dire la possibilité de développer des modes de fonctionnement permettant de vivre une vie digne et sensée, plutôt que d'accumuler des richesses. Derrière cette notion de « capacité » apparaît celle du véritable développement, de l'épanouissement des potentialités humaines.

Épanouissement pour tous qui sera mon troisième vœu.

Culture

Associée aux libertés, à la démocratie, à l'équité, il faut tenir compte de la culture. Je ne peux résister à citer ici une des plus belles définitions de cette idée de culture, issue d'une conférence internationale de l'UNESCO (1982) :

« Dans son sens le plus large, la culture peut aujourd'hui être considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fonda-

mentaux de l'être humain, les systèmes de valeur, les traditions et les croyances. La culture donne à l'homme la capacité de réflexion sur lui-même. C'est elle qui fait de nous des êtres spécifiquement humains, rationnels, critiques et éthiquement engagés. C'est par elle que nous discernons des valeurs et effectuons des choix. C'est par elle que l'homme s'exprime, prend conscience de lui-même, se reconnaît comme un projet inachevé, remet en question ses propres réalisations, recherche inlassablement de nouvelles significations et crée des œuvres qui le transcendent ».

Cette magnifique définition nous interpelle, en particulier sur la façon de traiter le développement.

C'est une banalité d'affirmer aujourd'hui que les pauvretés les plus extrêmes résultent le plus souvent de la destruction des systèmes socio-économiques et culturels traditionnels qui sont réduits à néant par les chocs violents et répétés d'une « modernisation » mondialiste et uniformisée.

Oui, le développement, c'est avant tout un processus de libération comme l'entend son sens étymologique (enlever la balle du grain de blé), c'est supprimer les obstacles à l'épanouissement de chacun.

Pour cela, les solutions au développement doivent être culturellement acceptables. La dimension économique doit être mieux restituée et son efficacité mesurée à... des critères sociaux et culturels. Pour qui se préoccupe du développement (la recherche agronomique ne peut s'en désintéresser), c'est un problème difficile à résoudre que de proposer le changement dans une continuité culturelle, en évitant le modèle exogène, tout en refusant l'immobilisme et les conservatismes des traditions.

Ce qui doit en définitive guider les actions, c'est le respect de la biodiversité humaine.

C'est la raison pour laquelle le problème du développement rural ne passe pas par de simples transferts technologiques vers des populations qui auraient tout à apprendre, mais bien par le droit de chaque pays à reconquérir ses propres espaces ruraux et à organiser ses productions agricoles et son alimentation comme il l'entend.

La résistance populaire constante à une mondialisation uniforme, le refus d'une domination culturelle s'appuient déjà sur la proposition « d'exception culturelle », pour mieux défendre sa créativité. Il faudrait ajouter « l'exception culturelle », comme élément participant à la culture.

La francophonie, raison d'être de notre revue, saura-t-elle mettre en valeur la diversité des potentiels culturels qui ont adopté le français comme langue de partage ? Saura-t-elle développer les lieux culturellement différents de productions scientifiques pour diffuser des connaissances respectueuses des cultures ? Nous lui souhaitons de réussir et appuierons cette démarche dans notre revue transdisciplinaire

Le manque de sens dans notre époque

Ce qui pose aujourd'hui problème, c'est le manque de sens, l'effondrement des valeurs qui s'impose à toutes les sociétés notamment dans la sphère économique. La dynamique du profit pour le profit, du pouvoir pour le pouvoir, de l'inégalité accentuée et finalement de la croissance, oublie l'homme.

Au-delà des problèmes immédiats, comment ne pas voir l'énorme décalage entre la puissance toujours plus grande des moyens techniques et économiques, et l'affaiblissement des valeurs, l'inadaptation de notre organisation, de notre vision du monde. Comment ne pas noter la discordance évidente entre les prodigieux progrès de la connaissance scientifique et la stagnation de la sagesse de l'homme ?

Parce qu'elle n'a aucun but en dehors de l'efficacité marchande, la mondialisation qui nous est proposée comme modèle et qui n'a qu'une lointaine ressemblance avec l'internationalisme des XIX^e et XX^e siècles, né d'un désir de partage, n'apporte aucune finalité, aucun sens global.

D'ailleurs, elle est le plus souvent ressentie comme une contrainte ou une nécessité plus ou moins acceptée selon ce qu'on pense en retirer comme avantage, et bien rarement comme une espérance. Les appels à en prendre conscience ne nous en proposent d'ailleurs aucune interprétation justifiant un projet collectif capable de nous aider à vivre sereinement. Au contraire, la mondialisation nous dépossède de nos repères nationaux, de nos enracinements. **La mondialisation est un « état », elle n'est pas « sens ».**

Il n'y a plus de finalité à l'action collective tant les voies d'accès au sens global disparaissent devant les lois du marché international. Chaque jour, ce marché prend le contrôle de la vie. Il organise le

travail, déplace les entreprises, décide de ce que l'on mange, de ce que l'on boit, des objets que l'on doit consommer ; il rogne les progrès sociaux, détruit les services publics, réduit la démocratie et le droit des peuples, conduit au sentiment généralisé de précarité sociale. **Le marché est puissance, il n'est pas sens.**

Mondialisation et marché nous conduisent, dans une accélération fulgurante, vers de très profondes transformations sociales. Tout soudain change d'échelle, l'espace comme le temps. La compétition internationale s'amplifie. Elle oblige à des alliances entre firmes guidées par des impératifs de conquêtes de marchés élargies. L'espace investi s'agrandit, mais il se rétracte en même temps par le jeu des concentrations : concentration des hommes, des richesses, des activités et de ce que les aménageurs appellent aujourd'hui des « bassins de vie », ce qui suppose qu'en d'autres lieux la désertification s'accroît. Les règles de l'économie marchande nous ont appris que la concentration des moyens était source d'économies ; l'intensification, le regroupement allant jusqu'au gigantisme permet d'améliorer toujours plus les profits.

La recherche du profit maximum est avantage pour certains, mais elle n'est pas sens.

La compétition oblige aussi à une surenchère basée sur la compression du temps. La vitesse est parée de toutes les vertus et entraîne la sacralisation de l'urgence. Cette urgence empêche nos sociétés de réfléchir à un projet alors que c'est justement l'absence de perspective qui les rend dépendants de l'urgence.

La rapidité d'exécution est devenue un élément constitutif de la compétition économique. Elle se reflète parfaitement dans la mondialisation financière et s'appuie pour cela sur l'instantanéité de la communication.

Mais là encore, la vitesse est une manière d'agir, elle n'est pas sens. Face à l'absence de sens et à l'ambiguïté des interprétations que propose la société moderne, l'expert, le chercheur, l'agronome est tout aussi désarmé que l'État ou le

citoyen. Comment pourrait-il faire des choix par exemple de durabilité de ses actions quand leur propos n'a pas été fondé sur un projet de société à long terme. Pour faire une bonne recherche, il faut lui donner un sens. Je vous souhaite, et c'est là mon quatrième vœu, non seulement de traquer, de découvrir des vérités, mais de leur donner un sens en combinant les résultats techniques à la pertinence sociale et l'équité des solutions proposées.

Le manque de sens engendré par un monde qui se globalise créera si l'on n'y remédie rapidement, de graves déséquilibres économiques et sociaux :

– fragilisation des sociétés occidentales qui ne seront plus en mesure de débattre de ce qui est le fondement de leur démocratie,

– inégalité croissante qui, après avoir été l'apanage des pays du Sud, se banalisera dans ceux du Nord,

– immobilisme de méfiance vis-à-vis des idées de transformation, technique ou sociale, comme si ces idées entraînent en contradiction avec celle de la continuité culturelle,

– repli sur des valeurs identitaires étroites, conduisant à des formes perverses de nationalisme et d'intégrisme.

Des solutions face aux risques

Face à ces risques, de nouvelles organisations seraient à mettre en place, de nouvelles solutions à rechercher, avec en arrière-pensée la quête d'un sens global.

En voici quelques pistes, en forme de bouquet final de mes vœux de nouvel an :

- Mettre en place au niveau international (et pourquoi pas au niveau d'une francophonie active) des institutions et des régulations, tant sociales qu'environnementales, qui s'imposeront face au marché et à l'OMC.

- Créer les conditions d'un commerce équitable, réconciliant les producteurs,

les entreprises et les consommateurs, l'idée sous-jacente étant qu'à aucun moment l'existence de l'homme ne puisse être rabaisée au rang d'un moyen dans la compétition commerciale.

- Chercher une reconquête du sens à travers la régionalisation, assurant une médiation entre l'universel et le particulier, entre le besoin de transformation et celui de la sécurité. La région pourrait être l'espace intermédiaire entre l'État-nation qui s'essouffle et une mondialisation privée de sens, conciliant proximité, ethnicité et universalité.

- Rechercher un développement durable réel, ce que Michel Serres appelle « la maîtrise de la maîtrise ». Il est nécessaire, dans ce cadre, de développer de nouvelles réflexions sur la croissance solidaire et responsable. Cela ne peut se concevoir sans engager un fort processus de réduction des inégalités, à la fois dans chaque pays et au niveau mondial.

- Enfin, gagner la bataille de la connaissance. Non seulement mieux comprendre ce qui se passe au niveau de la nature qui nous environne, au niveau du comportement de sociétés humaines et de ses activités, mais accroître le rôle de cette connaissance à travers une éducation populaire à généraliser. Cela nécessite une pédagogie active qui permette à chacun de mieux comprendre pour mieux agir. Il ne suffit plus de transférer les savoirs, mais de convaincre, en rapprochant le détenteur de connaissance de celui qui veut apprendre. Pour cela, dit A. Ruellan, « il faut réfléchir à une pédagogie de l'enthousiasme ».

À nous tous donc de briser le désenchantement et les désillusions du XX^e siècle. À nous tous de défendre un modèle de civilisation qui respecte les différences et maîtrise les rapports du fort au faible. À nous de surmonter l'éclatement et le manque de sens de nos projets et ce sera mon ultime souhait issu d'une réflexion du philosophe Jonas : apprenons à réenchâter le monde.

Didier Spire